

*Investissement Canada—Loi*

## LES PROJETS SUPPRIMÉS DES PROGRAMMES DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE

Question n° 162—**M. Orlikow**:

Le ministère d'État (Sciences et technologie) a-t-il supprimé des projets de ses programmes de science et de technologie afin d'absorber les compressions de dépenses imposées à la suite de l'exposé économique que le ministre des Finances a fait à la Chambre, le 8 novembre 1984 et, dans l'affirmative, lesquels et quel en est le coût?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie)**: Il n'y a eu aucune compression de dépenses imposée à la suite de l'exposé économique que le ministre des Finances a fait à la Chambre, le 8 novembre 1984.

## LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Question n° 163—**M. Orlikow**:

Le Secrétariat d'État a-t-il supprimé des projets de ses programmes de science et de technologie afin d'absorber les compressions de dépenses imposées à la suite de l'exposé économique que le ministre des Finances a fait à la Chambre, le 8 novembre 1984 et, dans l'affirmative, lesquels et quel en est le coût?

**L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État)**: Le Secrétariat d'État n'administre pas de programme de science et de technologie.

[Traduction]

**M. le Président**: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

**M. McDermid**: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**M. le Président**: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

**Des voix**: D'accord.

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LA LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA  
MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Stevens: Que le projet de loi C-15, concernant l'investissement au Canada, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent de l'expansion économique régionale, ainsi que de l'amendement de M. Gray (Windsor-Ouest) (p. 1302).

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est)**: Monsieur le Président, c'est la première fois aujourd'hui que j'ai la chance de joindre le député de Bow River (M. Taylor) qui, ce matin, a souhaité à tout le monde une bonne et joyeuse nouvelle année à la Chambre des communes et à tous les Canadiens. Je pense que mes collègues du parti libéral et moi-même aimerions bien souhaiter une bonne nouvelle année à tous les Canadiens. C'est pour cette raison-là que je vois, que je regarde le projet de loi présenté par le gouvernement conservateur avec une grande difficulté.

Monsieur le Président, on sait bien que la question d'investissements canadiens intéresse tous les Canadiens parce que, comme il l'a dit au cours de la campagne électorale, notre premier ministre a promis qu'il créerait dès que le gouvernement conservateur serait élu des milliers d'emplois, et nous, dans le parti libéral, on acquerrait une politique quelconque

qui va créer ce type d'emplois pour tous les Canadiens. Mais malheureusement, le type de projet de loi tel que présenté par notre gouvernement va exactement faire le contraire. J'aimerais, monsieur le Président, vous démontrer à partir de l'introduction de Foreign Investment Review Agency par l'ancien gouvernement libéral que l'on a eu, comme Canadiens, le plaisir de prendre un certain contrôle sur notre économie.

[Traduction]

Tout comme le député de Bow River (M. Taylor) je voudrais souhaiter à tous les Canadiens une heureuse année. Comme le député de Bow River et le premier ministre (M. Mulroney) j'aimerais aider à créer des dizaines de milliers d'emplois pour les Canadiens. Mais, monsieur le Président, la mesure à l'étude, qui enlève tous ses pouvoirs à l'Agence d'examen de l'investissement étranger en créant Investissement Canada, ne promet pas le nirvâna auquel le gouvernement aimerait que les Canadiens croient. Cette mesure n'offre pas les garanties d'emploi et l'approche économique nouvelle et créatrice que souhaite le parti libéral. Elle ne dit pas aux Canadiens que nous réserverons un bon accueil aux investissements étrangers dans la mesure où ils ne feront pas perdre d'emplois aux Canadiens et où ces derniers pourront conserver la haute main sur leur économie qu'ils commencent tout juste à acquérir.

• (1620)

Le gouvernement voudrait nous faire croire que l'Agence d'examen de l'investissement étranger était un échec, mais les faits prouvent le contraire. Depuis 1974, l'année de la création de l'AEIE, jusqu'en 1982, si nous examinons les chiffres pour les secteurs de la fabrication, du pétrole, du gaz naturel, des mines et de la métallurgie, en fait, tous les secteurs de l'économie canadienne, nous constatons que les intérêts canadiens ont commencé à contribuer aux investissements dans une plus grande mesure. Je voudrais vous citer un exemple. Si vous prenez les multinationales étrangères, celles qui ont provoqué la fermeture de nombreuses usines canadiennes pendant le marasme économique, vous constatez que ces entreprises n'ont pas demandé au gouvernement canadien ce qu'elles pouvaient faire pour soutenir notre économie. Elles n'ont pas cherché à garantir des emplois aux Canadiens. Quand la situation est devenue difficile, les investisseurs étrangers sont partis; ils ont quitté le pays en laissant les Canadiens qui travaillaient dans leurs succursales sans emplois, sans sécurité, sans espoir d'avenir. Au cours des dix années qui ont suivi la création de l'AEIE, les Canadiens ont commencé à prendre en main leur économie, suivant leurs objectifs.

J'éprouve certainement beaucoup d'inquiétude et d'angoisse vis-à-vis de la politique du gouvernement, qui suit de si près celle du président des États-Unis et la politique économique républicaine des Américains qu'elle adhère complètement au concept du libre-échange. Nous savons que, comme l'a déclaré un ancien député conservateur, les investissements étrangers ne sont pas nécessairement tous bons pour notre économie. Cela figure dans un article publié dans le *Citizen*, en janvier, et dans lequel Jim Gillies, économiste et ancien député conservateur, signale qu'il serait naïf de croire que tous les investissements étrangers stimuleront l'économie, qu'en fait certains capitaux peuvent comporter des dangers.